

Présidence du Sénat: Alain Lambert veut "apporter un plus" par rapport à Gérard Larcher

AP | 25.09.2008 | 09:50

Le sénateur UMP de l'Orne Alain Lambert, qui a annoncé mercredi qu'il briguera la présidence du Sénat, affirme "pouvoir apporter un plus" par rapport à Gérard Larcher, se décrivant comme le candidat "le plus sarkozyste de tous".

M. Lambert a affirmé jeudi sur LCI que sa candidature à la présidence du Sénat constituait "un plus pour les Français". "Nous avons besoin d'un Sénat totalement indépendant", "qui soit une sorte de contre-pouvoir de l'exécutif donc du président, du gouvernement, et je pense avoir quelques qualités pour pouvoir le faire", a-t-il argumenté. Alain Lambert a annoncé sa candidature mercredi alors que Gérard Larcher venait de remporter la primaire au sein du groupe UMP pour la présidence du Sénat.

"Je suis le plus sarkozyste de tous", a-t-il affirmé, citant la démarche du président de la République en faveur d'une "démocratie irréprochable". "La discipline de groupe, ce n'est pas la discipline d'un régiment", a ajouté M. Lambert. "Lorsque vous êtes absolument convaincu d'avoir des idées qui sont utiles pour la France, non seulement vous avez le droit, mais vous avez le devoir de les faire valoir". "Ce n'est pas une guerre" contre le groupe UMP ni contre Gérard Larcher, a-t-il précisé.

Evoquant le discours économique de Nicolas Sarkozy, attendu jeudi à Toulon, il a souhaité que le président n'annonce "aucune dépense nouvelle", l'appelant à engager la "débureaucratiation de la France" en supprimant "les formalités inutiles" afin de "libérer les fonctionnaires".

"Le Sénat doit se porter garant (...) du retour à l'équilibre de comptes publics en 2012. C'est une nécessité absolue" a-t-il déclaré, revenant également sur le financement du RSA. "Nous avons dans les dépenses actuelles, notamment les dépenses sociales, toutes les ressources nécessaires pour le financer. Il n'est pas nécessaire de lever un impôt nouveau", a-t-il estimé. La création d'une taxe sur les revenus de l'épargne est "un très mauvais signal", une "idée totalement sotte", a-t-il jugé, estimant que cela revenait à "taxer les revenus du travail". AP